

Investir dans la recherche, investir pour l'avenir

GROS SEL		L'invité de Grain de sel : Philippe Mathieu	4
FORUM	environnement	Préoccupants pesticides : comment éviter ou réduire leur usage ?	5
	Office du Niger	Plus de 4 000 familles de riziculteurs évincées	7
	mondialisation	La défense des avicultures locales fédère des actions citoyennes	9
LE DOSSIER		Regards sur la recherche agricole	11
INITIATIVES	Haïti	Une coopérative agricole pour la professionnalisation des planteurs	27
	République du Congo	Formation au maraîchage urbain à Brazzaville, l'action d'Agricongo	29
	Burkina Faso	Exporter l'artisanat : des femmes cherchent à aller plus loin	30
BOÎTE À OUTILS		Repères, kiosque, agenda, entre nous	32

L'IMPRESSION en Afrique subsaharienne est que la recherche est demeurée peu comprise de la société. Derrière le slogan « *les chercheurs qui cherchent on en trouve, mais les chercheurs qui trouvent on en cherche* », certains décideurs ou simples citoyens n'ont pas conscience que ce qui est servi pour les repas quotidiens représente le fruit d'années de création technologique ou d'innovation paysanne. Est-ce à dire que la recherche est inutile pour la société ? Pas du tout, mais ces questions se posent surtout dans un contexte où les financements sont rares, cristallisant les débats sur l'impact de la recherche. Beaucoup d'incriminations ont été faites aux instituts de recherche pour n'avoir pas su jouer leur rôle d'outils de développement. Mais que dire de l'effet des politiques agricoles ? Comment peut-on encourager l'innovation si le surplus de production n'est pas vendu à un prix rémunérant l'investissement, juste en raison de politiques : absence de protection, « dumping », aides alimentaires, importations, etc. ? Cette réalité n'a jamais inquiété le sommeil des décideurs politiques, pourtant accrochés au slogan « l'agriculture, moteur de développement du pays ».

L'émergence d'organisations de producteurs fortes a favorisé les réformes au sein des institutions de recherche et de vulgarisation (R&V). Plusieurs exemples de partenariats existent, comme ceux développés en Guinée, ou au Mali... Tout laisse espérer que les institutions de R&V ont compris la nécessaire alliance avec les producteurs, une dynamique méritant une consolidation par les organisations comme le Coraf/Wecard, l'Inсах... Mais, l'avenir de la recherche agricole demeure lié à la question de son financement durable. La pire crainte pour le futur est la privation des pays du Sud de leur souveraineté en matière d'innovation — tout simplement parce qu'on aura classé la recherche parmi les programmes coûteux et de rentabilité économique incertaine. Une hypothèse malheureusement plausible, le sort de plusieurs institutions nationales demeurant suspendu à la volonté de partenaires financiers extérieurs qui parfois ont la latitude d'en définir les priorités.

Jean Zoundi, chargé de recherches à l'Institut de l'environnement et de recherches agricoles du Burkina Faso (Inera)